

Un bras financier ^{d'c} pour la Wallonie



Marc Bolland

Député wallon (PS),
bourgmestre de Blegny

L'après-Dexia offre une opportunité historique pour le développement économique wallon. Les collectivités locales sont le plus gros investisseur de Wallonie. Nos communes attendent une structure financière ambitieuse, estime le député Marc Bolland.

Dans le dossier complexe lié aux problèmes du groupe Dexia, tous les regards se sont portés, ces dernières semaines, et se portent encore sur les mesures à court terme qui doivent être prises d'urgence.

Néanmoins, la nécessité de prendre des mesures d'urgence ne doit pas avoir pour conséquence de sacrifier des portes utiles pour le futur, et comment le faire si nous n'avons pas, en tout cas, une première idée de base de ce que nous voulons construire après Dexia?

Il y a plusieurs manières d'aborder ce dossier, mais une s'impose en tout cas: Dexia était le banquier des communes. Envisager le problème en dehors de cette perspective n'a pas de sens.

En dehors de toute considération idéologique ou politique que l'on peut développer sur le sujet, je voudrais d'abord insister ici sur quelques éléments non exhaustifs qui font que, en matière financière, les pouvoirs publics sont des clients au profil tout à fait spécifique:

1. Quand un pouvoir public investit, ce n'est pas dans le but de faire du profit. Quand une commune construit des trottoirs ou des écoles, elle n'enregistrera pas, dans ses comptes, de retour sur investissement, comme c'est le cas dans la comptabilité privée.

2. Alors que les entreprises réagissent vite, principalement celles adossées en Bourse, dont la situation peut évoluer jour après

jour, les pouvoirs publics ont un temps, un rythme bien à eux. En effet, leur rythme de décision est conditionné par des règles précises et lourdes en matière de procédure sur le plan budgétaire et sur le plan comptable.

3. Dans la relation commerciale avec les pouvoirs publics, et c'est une particularité de plus, et non des moindres, un fait s'impose: l'application de la loi sur les marchés publics.

4. Même si un bon rendement est difficile à refuser, les pouvoirs publics n'ont pas besoin de hauts rendements, mais de stabilité dans le rendement financier. Le rendement financier n'est, en effet, jamais un profit pour eux, mais un moyen de financement pour leurs missions.

5. Par ailleurs, en principe, les pouvoirs publics ne meurent pas: c'est le principe de la continuité du service public, ce qui a notamment de grandes conséquences sur le profil de solvabilité.

Les pouvoirs publics et particulièrement les collectivités locales, compte tenu de leur taille plus petite, ont besoin de fournisseurs qui maîtrisent ces spécificités: financement des investissements, financement de la trésorerie et couverture des risques, voilà les trois métiers qui doivent être exercés en tenant compte de la spécificité des pouvoirs locaux.

Dans cette perspective, le concept de «banquier des communes» ne peut pas être abandonné.

Aujourd'hui, avec la situation de Dexia, qui était a priori (mais pas seule) chargée de ces missions, nous sommes dans l'impasse. Est-ce la faute à «pas de chance»?

Une analyse plus fine des causes doit être sans doute réalisée, mais en synthèse, le problème est précisément que, depuis un certain temps, Dexia n'était plus le banquier des communes. Dexia était, à maints égards devenu un banquier comme les autres: ouvert au marché en général, exposé, à ce titre, aux aléas des marchés financiers, fournisseur de produits de plus en plus sophistiqués répondant non pas aux besoins des collectivités locales mais à la demande d'une clientèle à la recherche de profits élevés et rapides, adoptant les mêmes démarches commerciales que les autres banques, se profilant sur d'autres métiers, tels la gestion de fortune par exemple...

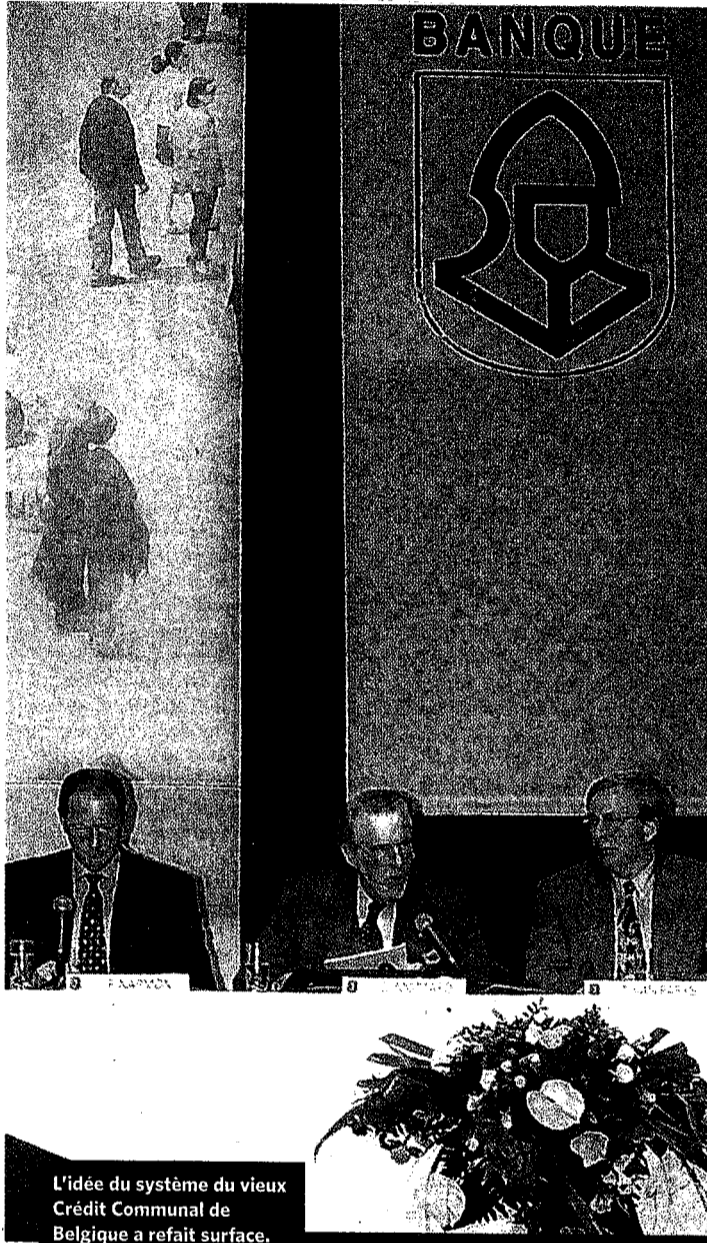
Il faut bien constater aussi que, chez Dexia, malgré un énorme savoir-faire du personnel affecté à la clientèle publique, on ne peut qu'être étonné en lisant le CV de membres du comité de direction qui ont été recrutés sur base de leurs compétences financières certes, mais en ne connaissant rien ou quasi rien au secteur public.

En diluant son savoir-faire historique, en sortant de sa stratégie de niche, Dexia conduisait les collectivités locales à l'impasse.

ALORS, QUE FAUT-IL FAIRE?

Ces dernières semaines, deux pistes ont été émises, de façon rapide et superficielle:

► Le retour à une forme ressem-



L'idée du système du vieux Crédit Communal de Belgique a refait surface.

© Image Globe

blant au vieux Crédit Communal de Belgique.

► La mise en place d'une «banque belge».

Si l'idée du système du vieux Crédit Communal de Belgique a refait surface, c'est sur base d'une analyse a priori de bon sens, qui peut se résumer comme suit:

- Dans la structure actuelle du groupe Dexia, la France, qui n'a pas de collecte de l'épargne sur son territoire, utilise l'épargne récoltée en Belgique;

- Cette épargne récoltée en Belgique serait suffisante pour financer les investissements en Belgique;

- Dès lors, retrouvons-nous entre nous et subvenons nous-

diminuerait l'épargne collectée et donc introduirait à nouveau le déséquilibre dans le système;

- Par ailleurs, une banque au sens strict du terme a des besoins de fonds propres importants; les nouvelles dispositions internationales de Bâle 3 ne vont faire qu'aggraver cette obligation: où le Crédit Communal de demain ira-t-il chercher ces fonds propres? Compte tenu des disponibilités limitées des communes, il serait indispensable d'aller chercher les capitaux ailleurs sur les marchés financiers et donc de sortir du cadre des seules communes.

UNE FAUSSE BONNE IDÉE

Cette idée du retour au Crédit

mêmes besoins et les mêmes contraintes. Cette ambition initiale de Dexia, il faut la garder dans un coin de notre tête.

L'autre idée en cours, c'est le retour du monstre du Loch Ness, le vieux mythe de la «banque belge».

Oui, Dexia Banque Belgique est une banque belge demain.

Mais cela ne peut être qu'une situation temporaire pour au moins les raisons suivantes:

- Sur le plan institutionnel, la révolution copernicienne que nous sommes en train de vivre est tout de même claire. Copernic a montré que ce n'est pas le Soleil qui tourne autour de la Terre mais bien la Terre qui tourne autour du Soleil. De même, hier, le Soleil, c'était l'État fédéral, demain ce seront les régions. Les collectivités locales dépendent déjà des régions et ce sera encore davantage le cas demain. Penser à une banque belge des communes dans ce contexte, c'est faire de la main droite le contraire de ce qu'on vient de faire de la main gauche;

- Par ailleurs, la situation des communes flamandes et des communes wallonnes, même si elle reste similaire sur des points importants (notamment l'attachement à l'autonomie communale), est assez différente sur bien des points déjà et le sera encore davantage demain. Le marché du financement des collectivités locales sera donc beaucoup moins belge et beaucoup plus régional; le

fantasme de la banque belge ne correspond pas à cette réalité économique. Une entreprise doit être en phase avec son marché.

Mais surtout, aujourd'hui en Wallonie, quel doit être le vecteur d'analyse dans chacun des dossiers que nous sommes amenés à traiter? Quel doit être notre fil rouge? C'est le développement économique de la Wallonie.

LE PLUS IMPORTANT INVESTISSEUR

Dans ce contexte, ce dont la Wallonie a besoin, ce n'est pas d'une grande banque belge, à l'image de celles qui ont notamment abandonné lâchement la sidérurgie et le tissu industriel wallon dans les années 70.

La Flandre l'avait très bien compris en mettant en place des instruments financiers efficaces et adaptés aux défis régionaux: c'est le modèle de la Krediet Bank.

C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut dès aujourd'hui réfléchir à l'après-Dexia, surtout si l'on se rappelle que les collectivités publiques, et particulièrement les collectivités locales, sont l'investisseur le plus important de Wallonie.

Les crises sont des moments difficiles, mais aussi des moments de formidables opportunités.

Imaginer l'après-Dexia dans cette perspective est un moment historique pour la Wallonie, car c'est l'opportunité réelle de réorganiser, de compléter, de dynamiser nos structures financières afin d'assurer le développement de notre région dans la marge d'autonomie dont nous allons disposer demain. ■

“ Réfléchir à l'après-Dexia offre une formidable occasion de relever les défis régionaux.

mêmes à nos propres besoins.

Si l'idée est a priori séduisante, elle contient en elle-même les germes de sa propre destruction, pour deux raisons au moins:

- Il y a une vingtaine d'années, les lois sur les marchés publics n'étaient pas d'application; aujourd'hui bien. Dès lors, face à une concurrence forte, le leader sur le marché, à savoir cette nouvelle forme de Crédit Communal risqué, davantage qu'un autre, de perdre des parts de marché, ce qui

Communal est donc une fausse bonne idée. Et j'oserais même dire que s'il y a une leçon positive à tirer de l'aventure Dexia, c'est cette intuition géniale de François Narmon, peut-être mal exploitée, peut-être inachevée, mais lumineuse: quand on a un savoir-faire de haut niveau, on ne se disperse pas dans d'autres métiers mais on exporte ce savoir-faire pour le valoriser. Des collectivités locales, il y en a ailleurs que chez nous et elles ont globalement les